Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Tant-que-les-choix-de-politique-energetique

16 avril 2019

Tant que les choix de politique énergétique seront verrouillés, nous ne participerons pas aux débats publics sur les déchets radioactifs

Communiqué commun BureStop55, CEDRA 52, EODRA, MIRABEL-Lorraine Nature Environnement, Meuse Nature Environnement, Réseau "Sortir du nucléaire"

Le débat public sur le Plan National de Gestion des Déchets et Matières Radioactives s'ouvre demain. Estimant que les conditions ne sont pas réunies pour cela, nous annonçons notre volonté de ne pas y participer.

En vertu d'une obligation légale récente [1], le Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs (PNGMDR) doit être soumis au débat public. Mais pour nous, débattre n'a pas de sens si les choix sur ce sujet sont déjà verrouillés.

À quoi bon débattre des options de gestion de ces substances ingérables, si la seule solution réellement existante, à savoir l'arrêt de leur production, est exclue par les pouvoirs publics ? Contre l'avis des citoyens, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie a déjà acté la prolongation de quasiment tous les réacteurs au-delà de 50 ans et le déploiement d'une nouvelle génération de centrales. Un tel choix nous impose des décennies d'accumulation de nouveaux déchets et matières radioactifs. Il est indécent de nous demander de participer à leur cogestion.

Par ailleurs, quels que soient les efforts de la Commission Particulière du Débat Public pour mettre en discussion l'ensemble des sujets et solliciter une expertise pluraliste, il n'existe aucun mécanisme contraignant qui garantisse la prise en compte des conclusions. Et tant sur la production de déchets que sur les modes de gestion actuels et futurs, la feuille de route est tracée depuis des décennies, tant pour l'Andra que pour les décideurs. Dès lors, il ne s'agit pas d'un rendez-vous démocratique ;

comment ce débat pourrait-il être autre chose qu'une opération de sensibilisation la problématique des déchets, voire de communication ?

Réaffirmant son soutien à Cigéo, la secrétaire d'État Emmanuelle Wargon a ainsi déclaré *« A la question sur la bonne manière de gérer les déchets les plus radioactifs, on va retomber sur la solution qui est développée ici »* [2] ? Quant à la poursuite du « retraitement » du combustible usé, elle est déjà inscrite dans la PPE, ainsi que la généralisation de l'utilisation de combustible MOX !

L'expérience a malheureusement montré qu'en matière de nucléaire, les débats publics n'ont jamais permis de remettre en question des projets déjà décidés ailleurs, qu'il s'agisse des débats sur les déchets de 2005 et 2013 ou de celui sur l'EPR de Flamanville en 2007. Ce constat avait même mené trois membres de la CPDP à se désolidariser des conclusions en 2013.

Pour nous, il n'est pas envisageable de jouer le jeu d'une pantomime démocratique où les associations et les citoyens ne sont consultés que pour la pure forme et où les décideurs s'assoient sur leurs avis. Au vu de la position du gouvernement lors du « grand débat », ne tentera-t-il pas d'utiliser cette séquence pour essayer de donner un vernis démocratique et participatif à la mise en oeuvre de projets imposés ? Nous refusons de servir de caution à cela.

Enfin, il nous semblerait surréaliste de débattre sagement alors que le mouvement d'opposition à Cigéo subit une répression violente et une surveillance permanente. Nous rappelons que le fonctionnement de nos associations et collectifs est entravé au quotidien par le contrôle judiciaire absurde qui frappe plusieurs d'entre nous.

Pour toutes ces raisons, malgré les sollicitations de la CPDP, nous ne participerons pas à cette procédure *. Pour autant, nous aurons maintes occasions de nous exprimer sur le scandale des déchets radioactifs, et ne manquerons pas de le faire.

Contacts presse :

- Pour l'association des élus opposés à l'enfouissement (EODRA) : Jean-Marc Fleury - 06 16 27 14 91
- Pour le CEDRA 52 : Jacques Leray – 06 81 31 17 36
- Pour le Réseau "Sortir du nucléaire" : Philippe Guiter - 06 77 35 53 03

* Si en tant qu'organisation nationale, le Réseau "Sortir du nucléaire" a fait le choix de ne pas participer à cette procédure, il revient à chacun de ses groupes locaux et sympathisants de déterminer eux-mêmes, à leur niveau, comment ils souhaitent se positionner et agir pour dénoncer le scandale de la production des déchets radioactifs.

Notes

[1] En vertu d'une ordonnance du 3 août 2016, tous les plans d'envergure nationale doivent maintenant faire l'objet d'un débat public.

[2] Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à la transition écologique interrogée par Europe 1 le 26 janvier 2019.